

Radicalisation

Selon Caroline Guibet Lafaye et Ami-Jacques Rapin (2017), le terme *radicalisation* fait son apparition dans les années 1960 à propos des mouvements sociaux, notamment des mobilisations étudiantes de Mai 68, pour suggérer la volonté de politiser une lutte sociale à partir de l'action décisive d'une minorité agissante. Pour autant, il ne s'agit pas encore d'une notion clé à partir de laquelle s'organise la lecture de tels événements. C'est surtout dans les années 2000, suite aux différents attentats perpétrés aux États-Unis et en Europe, que le vocable *radicalisation* se diffuse dans l'espace public à propos de la question du terrorisme islamiste. Toutefois, avant cela, des phénomènes tels que les Black blocs ou les Nationalistes autonomes (Lebourg, Sommier, 2017) étaient déjà considérés comme relevant d'un phénomène de radicalisation. Par ce terme, on désigne habituellement « le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel » (Khosrokhavar, 2014 : 7-8). La tentation est souvent grande de rejeter ces formes de radicalisation dans la folie ou l'irrationalité, généralement au motif qu'elles heurtent les consciences morales. Pourtant, la radicalisation suppose des conditions sociales de possibilité qui articulent différentes variables ou dimensions. En ce sens, l'explication ou la compréhension de l'engagement radical ne diffère pas fondamentalement de celle de l'engagement conventionnel ou des autres formes de *mobilisation* (Carlino, Mabi, 2017). On peut ainsi faire apparaître des logiques spécifiques, quoique multiples, qui conduisent certains profils de publics à se radicaliser (Crettiez, 2016).

Déterminants structurels et structures d'opportunité

Au premier chef, on peut mettre en évidence les raisons structurelles qui favorisent la radicalisation de certains groupes, que ce soit dans les phénomènes de mutation ou de crise des sociétés, dans les formes de ségrégation économique ou de marginalité politique et qui peuvent pousser des acteurs à s'engager radicalement pour contester un ordre vu comme injuste. De ce point de vue, les pays où les communautés minoritaires souffrent de discrimination économique seraient plus vulnérables au terrorisme intérieur (Goodwin, 2006). Le sociologue Farhad Khosrokhavar (2014) analyse ainsi ce qu'il nomme le « modèle européen de radicalisation », afin de comprendre comment, dans le monde occidental développé, certains jeunes embrassent des carrières djihadistes. Il souligne le poids déterminant des variables socio-économiques. Vivant dans des quartiers de relégation fortement touchés par le chômage et la pauvreté, ces jeunes font face à une insécurité économique et à une précarité constante qui hypothèquent fortement leur intégration sociale. Victimes régulières de discriminations, notamment à l'embauche, ces jeunes, souvent issus de l'immigration mais pas toujours, développent un « sentiment de victimisation » aigu qui se mue parfois en véritable paranoïa sociale.

L'éloignement de la représentation politique et des espaces de prises de décision politiques favorisent aussi la radicalisation. Celle-ci est notamment dépendante des « structures d'opportunités politiques » (Tarrow, 1996) c'est-à-dire des éléments de l'environnement et du contexte politiques qui conditionnent les formes d'action collective. À ce sujet, on a généralement observé que la radicalisation d'un mouvement social se faisait souvent en réaction à la fermeture politique du système institutionnel dans lequel il se déploie. Moins les institutions politiques sont capables d'intégrer les revendications des mouvements sociaux dans leurs décisions, plus ces mouvements sont susceptibles d'avoir recours à des moyens violents de contestation. Au contraire, lorsqu'un régime donne une place à la parole portée par les mouvements contestataires, les risques de radicalisation sont moindres. La radicalisation se produit alors lorsque les moyens routinisés de contestation (comme la grève) n'ont pas eu les résultats escomptés. Par exemple, la radicalisation du mouvement indépendantiste en Irlande du Nord s'expliquerait largement par le refus par les autorités britanniques de toute perspective de négociations sur le sujet.

Ces approches macro-sociologiques, qui insistent sur les déterminants structurels pouvant conduire des publics à se radicaliser fournissent un premier cadre d'explication globale, mais laissent cependant ouverte la question dont ces structures trouvent leur expression au niveau des dispositions individuelles. Elles fournissent un éclairage sur les conditions économiques, sociales, culturelles, politiques de la

radicalisation sans dire comment les individus s'en saisissent et donc pourquoi certains s'engagent et d'autres pas. Aussi convient-il de s'intéresser aux dynamiques individuelles de la radicalisation.

Les dynamiques individuelles de la radicalisation

Suite aux attentats de 2015 et des années suivantes en France, les médias ont mis en évidence les parcours de jeunes djihadistes présentés comme s'étant rapidement radicalisés. Des images d'archives – présentant de futurs terroristes s'amusant entre amis, dansant en boîte de nuit, ou s'adonnant à d'autres activités des plus socialement partagées – ont suscité un large malaise. Comment une personne ayant une vie sociale aussi commune peut-elle basculer soudainement dans la barbarie la plus aveugle ? Car, avant d'être des meurtriers, la plupart d'entre eux étaient des individus apparemment intégrés et rien ne laissait supposer un tel revirement. De là également, un sentiment d'incompréhension mêlé de fascination. Un examen plus attentif montre pourtant que la radicalisation n'est pas un phénomène aussi soudain, mais qu'il s'agit bien d'un processus inscrit dans une temporalité et composé de diverses étapes. En effet, la plupart du temps, la radicalisation s'effectue sous forme progressive ou graduelle (Bronner, 2009). Si les croyances ou les actions radicales paraissent déraisonnables voire irrationnelles, inexplicables, c'est parce qu'on n'en perçoit que la forme définitive ou constituée, alors qu'il faudrait, pour les comprendre, pouvoir observer le processus de leur constitution. Or, dans l'adhésion à la radicalité, il y a une mécanique incrémentielle qui est invisible pour l'observateur. L'individu ne s'y associe pas pleinement du jour au lendemain : il traverse une succession d'étapes qui constitue une « carrière morale » au sens sociologique (c'est-à-dire une suite de situations venant modifier peu à peu l'identité d'un individu). C'est ainsi que fonctionne l'endoctrinement (voir la notice *bourrage de crâne* [Cochet, 2018a]), en menant progressivement l'individu à admettre une idée nouvelle qu'il aurait réfutée si elle avait été imposée dans sa totalité.

La radicalisation ne survient donc pas de manière complètement brutale, elle a une histoire, elle résulte d'une construction progressive de sorte qu'il n'est pas toujours possible pour l'individu de prendre conscience qu'il s'engage pas à pas sur le chemin d'une adhésion qui aurait pu, sinon, lui sembler déraisonnable. Au contraire, elle peut être le résultat d'une longue série de décisions antérieures qui paraissent, chacune, relativement modérées (Collovald, Gaïti, 2006 ; Bronner, 2009). D'ailleurs, c'est parce que la radicalisation est souvent la conséquence d'un tel processus incrémental qu'il est si difficile de faire revenir en arrière des esprits qui s'y sont convertis et de les « déradicaliser » complètement. C'est pourquoi la sortie de la radicalité prend souvent davantage la forme d'un « désengagement » c'est-à-dire le fait de renoncer à la violence sans pour autant renier l'idéologie dans laquelle on s'est inséré (Sommier, 2012 ; El Difraoui, 2016).

Ainsi la radicalisation résulte-t-elle généralement d'un processus progressif (on ne se radicalise pas d'un jour à l'autre) et interactif (on ne se radicalise pas tout seul). Sous cet angle, la radicalisation n'est pas qu'un phénomène individuel. Si ce processus travaille l'individu de l'intérieur et modifie sa perception des choses, il n'est possible qu'à la faveur d'interactions entre un individu en cours de radicalisation et d'autres, déjà radicalisés.

Les stimulateurs de radicalisation : entourages, groupes, réseaux

La radicalisation n'apparaît pas comme un phénomène solitaire, mais celle-ci s'opère sous la pression d'acteurs pouvant légitimer moralement le recours à la violence. En effet, il est assez rare que les individus s'engagent par eux-mêmes dans des idées et des activités radicales. Ils sont le plus souvent sollicités pour s'y engager et c'est souvent même au cours de cette participation qu'ils découvrent les raisons ou les motivations de continuer. En ce sens, les idéologies radicales ne sont pas toujours forcément le moteur des conduites radicales des individus, mais plutôt leur résultat. Il convient donc de prendre en compte l'influence déterminante d'organisations, de réseaux ou de groupes mobilisateurs dans les phénomènes de radicalisation. Plusieurs sociologues se sont ainsi penchés sur la manière dont des expériences militantes collectives peuvent parfois agir comme de puissants vecteurs de radicalisation. Après une analyse minutieuse des parcours de vie de jeunes étudiants blancs ayant milité lors du *Freedom Summer* (1964), Doug Mac Adam (1988) montre que ces militants pour les droits des Afro-Américains connaissent des trajectoires biographiques particulières qui les conduisent parfois vers une certaine radicalisation politique. Si leur participation aux événements de l'été 1964 est d'abord le fait d'un positionnement plutôt

libéral (au sens américain), dans les années suivantes, nombre d'entre eux s'engagent vers des partis et des mouvements révolutionnaires. Cette radicalité ne caractérise pas seulement leurs comportements politiques, puisqu'elle influence aussi les sphères professionnelle (entrée tardive sur le marché du travail, subordination du travail au militantisme...) et amoureuse (célibat et divorce plus fréquent). L'engagement protestataire peut ainsi être un puissant facteur de renouvellement identitaire. C'est aussi ce que note Julie Pagis (2011) au sujet du devenir des militants de Mai 68. La révolte étudiante entraîne la radicalisation de certains activistes qui poursuivront leurs engagements auprès de partis de gauche radicale autogestionnaire.

Des publics ont donc d'autant plus de chances de se radicaliser qu'ils sont socialisés dans des milieux déjà radicaux. En effet, chacun est enserré par des liens sociaux qui limitent et orientent son accès à l'information et l'exposent à certaines idées ou visions du monde plus que d'autres. C'est une donnée importante en matière de radicalisation car celle-ci, par nature, est désapprouvée par la majorité des individus et il est d'autant plus important de pouvoir s'appuyer sur un réseau de sociabilité qui permette de se conforter dans l'idée qu'on a raison de penser ou d'agir ainsi. Le rôle du groupe est important parce qu'il joue le rôle de filtre cognitif, mais encore parce qu'il crée aussi un milieu émotionnellement protecteur. Les spécialistes du terrorisme islamiste insistent tous sur ce point : l'extrémiste a besoin d'être entouré par un groupe restreint, solidaire, chaleureux qui agit comme une famille de substitution, une famille fantasmatique. Celle-ci vient lui fournir une identité nouvelle, fondée sur l'appartenance à la communauté mondiale de l'*oumma*, réunissant les musulmans du monde sans distinction de langue ou de nationalité. À cet égard, l'importance de « personnes ressources » servant de guides spirituels a souvent été soulignée. Par exemple, « les attentats islamiques à Paris contre *Charlie Hebdo* ont montré que leurs auteurs avaient pour beaucoup bénéficié d'un soutien moral et des conseils aguerris d'un relais islamiste d'autant plus influent que son auditoire est loin d'être aguerris » (Crettiez, 2016 : 721). En outre, la radicalisation, si elle ne s'opère pas que sur l'internet, peut profiter cependant de ce puissant média pour s'exprimer pleinement. L'internet joue un rôle central dans la connaissance de l'islam djihadiste, dans la mise en scène d'une *oumma* magnifiée et dans l'exaltation d'émotions combattantes (Crettiez, Sèze, 2017 ; Giry, Taïeb, Tournay, 2018).

Intérêts et limites des notions de radicalisation et de radicalités

L'usage du concept de radicalisation a donc le mérite de mettre l'accent sur les *processus* conduisant à « l'adoption progressive et évolutive d'une pensée rigide, vérité absolue et non négociable, dont la logique structure la vision du monde des acteurs, qui usent pour la faire entendre de répertoires d'action violents, le plus souvent au sein de structures clandestines, formalisées ou virtuelles, qui les isolent des référents sociaux ordinaires et leur renvoient une projection grandiose d'eux-mêmes » (Crettiez, 2016 : 712). Il permet ainsi de rompre avec les visions spontanées des engagements extrêmes qui ne les expliquent qu'à partir des motivations idéologiques ou qui reposent sur une lecture en termes de basculement, voire de folie.

Cependant, l'inflation – notamment médiatique – du terme n'est pas sans poser problème. Car ce terme peut conduire à disqualifier toute forme radicale de contestation politique qui se trouve assimilée à des actions terroristes. Si elle offre un modèle explicatif à des phénomènes divers, on peut se demander dans quelle mesure la notion de radicalisation n'est pas devenue un mot-valise. En effet, le mot peut désigner l'extrémisme politique d'un militant autant que l'endoctrinement sectaire voire, comme le montre Gérard Bronner (2009), le comportement d'un adepte d'ufologie ou encore celui d'un collectionneur compulsif. Le concept de radicalisation fait donc face à un double écueil contradictoire : celui de se renfermer sur l'islamisme dans une perspective essentialiste ou, au contraire, de se diluer pour n'être finalement qu'un synonyme de déviance ou de fanatisme. Pour certains chercheurs, ce concept ne serait même qu'une « prénotion », un « mot écran » qui, sous la même désignation, englobe des phénomènes en réalité très différents (Kepel, Rougier, 2016). Il ne serait pas non plus exempt de jugements de valeurs. En effet, la notion de radicalité tend à construire, au moins implicitement, une certaine coupure entre ceux qui sont reconnus comme radicaux et les autres vus comme des modérés. Elle conduit ainsi à rejeter ceux qu'elle désigne comme étant aux marges de la société, si ce n'est à les inscrire dans une forme de pathologie. En définitive, les enjeux de la labellisation comme « radical » apparaissent cruciaux dans la mesure où ils sont au cœur de luttes symboliques de classement et participent de la définition des frontières entre

l'acceptable et l'inacceptable, entre la « normalité de la modération et le pathologique de la radicalité » (Collovald, Gaïti, 2006).

De ce fait, l'analyse des radicalités suppose de ne pas envisager celles-ci simplement comme une qualité propre aux publics étudiés, mais il est nécessaire de s'interroger aussi sur les processus de labellisation ou d'étiquetage qui conduisent à les considérer comme radicaux (Becker, 1963). De ce point de vue, il convient de déplacer le regard en ne recherchant pas seulement les causes de la radicalité dans les caractéristiques propres à ce qui est perçu comme radical, mais en questionnant la manière dont cette étiquette « radical » est apposée à tel ou tel public, à telle ou telle conduite ou pratique (par qui, dans quel sens ou dans quel but ?). Avant de vouloir caractériser et expliquer les radicalités ou avant d'analyser les mécanismes individuels de radicalisation (pourquoi devient-on radical ? quelles sont les motivations de ceux qui sont radicaux ?), il est aussi indispensable de comprendre le sens de la qualification.

En définitive, s'il faut veiller à ne pas essentialiser la radicalité et garder à l'esprit que la définition de celle-ci est variable selon les contextes, pour autant, on aurait tort d'abandonner, ces notions de radicalité et de radicalisation et de s'empêcher de s'en servir comme des concepts opératoires (Lebourg *et al.*, 2018). En effet, elles s'avèrent très utiles pour penser les phénomènes par lesquels, dans nos sociétés démocratiques, des individus « visent [...] au changement des institutions libérales et des valeurs humanistes égalitaires sur lesquelles elles sont bâties, voire à un réarrangement social plus ou moins large pour en éliminer un "ennemi", bâti idéologiquement et symboliquement comme une figure majeure d'un monde souvent imaginé comme manichéen » (voir [figures de l'ennemi](#) [Cochet, 2018b]).

Auteurs :

Chevalier Benjamin

Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe

Centre national de la recherche scientifique/Université de Strasbourg

Institut d'études politiques de Strasbourg

Passard Cédric

Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales

Centre national de la recherche scientifique/Université de Lille 2

Institut d'études politiques de Lille

Bibliographie

Becker H. S., 1963, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, trad. de l'anglais par J.-P. Briand et J.-M. Chapoulie, Paris, Métailié, 1985.

Bronner G., 2009, *La Pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël.

Carlino C., Mabi C., 2017, « Mobilisation », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/mobilisation/>.

Cochet F., 2018a, « Bourrage de crâne », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/bourrage-de-crane/>.

Cochet F., 2018b, « Figures de l'ennemi », *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/figures-de-lennemi/>.

Collovald A., Gaïti B., 2006, « Questions sur la radicalisation politique », pp. 19-45, in : Collovald A., Gaïti B., *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, Éd. La Dispute.

Crettiez X., 2016, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, 66, 5, pp. 709-727.

Crettiez X., Sèze R., 2017, *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente*, Rapport de recherche pour la Mission de recherche Droit et Justice, avr.

El Difraoui A., 2016, « Radicalisation et déradicalisation », pp. 97-108, in : El Difraoui A., *Le Djihadisme*, Paris, Presses universitaires de France.

Giry J., Taïeb E., Tournay V., éd., 2018, « Logiques numériques des radicalisations », *Quaderni*, 95.

Goodwin J., 2006, « A Theory of Categorical Terrorism », *Social Forces*, 84, 4, pp. 2027-2046.

Guibet Lafaye C., Rapin A.-J., 2017, « La “radicalisation” : individualisation et dépolitisation d’une notion », *Politiques de communication*, 8, pp. 127-154.

Kepel G., Rougier B., 2016, « “Radicalisations” et “islamophobie” : le roi est nu », *Libération*, 14 mars. Accès : http://www.liberation.fr/debats/2016/03/14/radicalisations-et-islamophobie-le-roi-est-nu_1439535.

Khosrokhavar F., 2014, *Radicalisation*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l’homme.

Lebourg N. et al., 2018, « Définir la “radicalité” pour mieux la combattre », *The Conversation*, 15 avr. Accès : <https://theconversation.com/definir-la-radicalite-pour-mieux-la-combattre-94860>.

Lebourg N., Sommier I., dirs, 2017, *La Violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve Éd.

McAdam D., 1988, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964*, trad. de l’anglais par C. Izoard, Marseille, Agone, 2012.

Pagis J., 2011, « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, 84, 4, pp. 25-51. Accès : <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2011-4-page-25.htm>.

Sommier I., 2012, « Engagement radical, désengagement radical et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, 68, pp. 15-35. Accès : <https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2012-n68-lsp0495/1014803ar/>.

Tarrow S., 1996, « States and Opportunities: The Political Structuring of Social Movements », pp. 41-61, in : McAdam D., McCarthy J., Zald M., *Comparative Perspectives of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.